



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

AP n° 82-2020-05-20-006

DIRECTION DES SERVICES DU CABINET  
PÔLE DES SÉCURITÉS  
Bureau de la sécurité intérieure

**Arrêté préfectoral  
portant autorisation d'accès partiel à la base de loisirs  
de MONCLAR-DE-QUERCY**

**Le préfet,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**Vu** la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du Président de la République du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Pierre Besnard en qualité de préfet de Tarn-et-Garonne ;

**Vu** le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment ses articles 1<sup>er</sup>, 2, 7 et 9 ;

**Vu** la proposition de M. le maire de MONCLAR DE QUERCY, formulée par courrier en date du 11 mai 2020 ;

**Considérant** la propagation de l'épidémie du Covid-19 sur l'ensemble du territoire national ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence sanitaire depuis le 23 mars 2020 et sa prorogation par la loi du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020, du fait de sa prévalence dans la population, de sa contagiosité et de la gravité de ses effets ;

**Considérant** les mesures de confinement, imposées par le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 jusqu'au 11 mai 2020, allégées par le décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs demeure interdit sur l'ensemble du territoire, en application des dispositions de l'article 9 de ce décret ; que toutefois, en application de ces mêmes dispositions, le préfet de département peut, sur proposition du maire, autoriser l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs et les activités nautiques et de plaisance si les modalités et les contrôles mis en place sont de nature à garantir le respect des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 7 du décret ;

**Considérant** que le département de Tarn et Garonne fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 du décret du 11 mai 2020 susvisé ;

**Considérant** que M. le maire de MONCLAR DE QUERCY a transmis une proposition de réouverture partielle de la base de loisirs située sur son territoire, en garantissant le respect des règles sanitaires, notamment l'interdiction des regroupements et l'instauration de distances minimales entre les personnes présentes ; que la commune dispose de la possibilité technique de contrôler les entrées et sorties dans la base de loisirs à partir d'un guichet avec système de cartes d'abonnement informatisées et personnelles ; que des contrôles réguliers seront effectués par des agents municipaux sur site ; que les tables de pique-nique seront temporairement démontées pour éviter les regroupements de personnes ;

**Considérant** que les mesures d'organisation et de contrôle auxquelles le maire s'est engagé sont de nature à garantir le respect des gestes barrières définis à l'article 1<sup>er</sup> du décret précité et à faire obstacle à la création de regroupements de plus de 10 personnes ; que dans ces circonstances et sous réserve du respect des modalités figurant dans ces propositions, l'accès au lac peut être autorisé ;

**Considérant** l'avis favorable émis le 18 mai 2020 par l'Office français de la biodiversité concernant la réouverture partielle de la base de loisirs de MONCLAR DE QUERCY ;

**Sur** proposition du directeur de cabinet,

### **ARRETE:**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'accès à la base de loisirs de MONCLAR-DE-QUERCY est partiellement autorisé, et restreint aux deux lacs de pêche du site, à titre dérogatoire et sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2 du présent arrêté. L'accès aux bassins de baignade, au lac de baignade et aux aires de camping est interdit jusqu'à nouvel ordre.

**Article 2** : Les personnes souhaitant accéder aux lacs de pêche de la base de loisirs susmentionnée doivent veiller au strict respect des gestes barrières et des mesures d'hygiène et de distanciation sociale définies à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mai 2020 susvisé, ainsi qu'au respect des règles définies par les autorités compétentes.

Dans tous les cas, en application des dispositions de l'article 7 du décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès des personnes aux lacs de pêche de la base de loisirs ne saurait conduire à la création d'un rassemblement regroupant plus de 10 personnes.

**Article 3** : Conformément à l'article L.3136 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Toulouse, dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, conformément à l'ordonnance du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif pendant l'état d'urgence sanitaire.

**Article 5** : Copie du présent arrêté est adressée au procureur de la République territorialement compétent.

**Article 6** : Le directeur des services du Cabinet, le maire de MONCLAR-DE-QUERCY, le sous-préfet de l'arrondissement de Montauban, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Montauban, le 20/05/2020

Le préfet,  
  
Pierre BESNARD